

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot

- Espace ouvert
- Grands entretiens



Description:

Dans le paysage sociologique français, ce couple est unique. Seul à travailler sur la très haute bourgeoisie, il en dévoile minutieusement, de livre en livre, les charmes de moins en moins discrets.

Copyright © L'Insatiable - Tous droits réservés

Dans le paysage sociologique français, ce couple est une exception. Seul à travailler sur la très haute bourgeoisie, il en dévoile minutieusement, de livre en livre, les charmes de moins en moins discrets. Les Pinçon-Charlot se trouvent en phase parfaite avec une actualité qui jette une lumière crue sur les rapports du pouvoir et de l'argent. *Cassandra/Horschamp* a souhaité explorer avec eux un volet moins connu de l'oligarchie : cette très haute bourgeoisie, quelles sont aujourd'hui ses pratiques culturelles ?

(article paru dans le [numéro 83 de *Cassandra/Horschamp*](#) le 15 octobre 2010)



*Valérie de Saint-Do : Dans *La Distinction*, Pierre Bourdieu mettait en lumière les pratiques culturelles de la bourgeoisie... Aujourd'hui, la culture est-elle encore un facteur de distinction dans la haute bourgeoisie que vous étudiez ? Avons-nous encore une bourgeoisie cultivée et quelles sont ses pratiques ?*

Michel Pinçon : La place de la culture est variable selon les différentes strates de bourgeoisie. Certains accédants à la fortune ne sont pas encore dotés d'un bagage culturel conséquent, mais ils se mettent à l'acquérir parce qu'à long terme, cela reste un élément socialement « classant ». Les arts et les lettres, la musique, l'opéra restent classants. Le marché de l'art joue peut-être un rôle plus décisif que dans le passé, parce c'est là que l'on prend des risques sur des nouveautés. Ainsi, le sculpteur Richard Serra, qui a été soutenu par François Pinault, est encore peu apprécié d'un large public, même si de grandes expositions lui ont été consacrées. Je suis convaincu que mes parents, par exemple, n'auraient pas du tout compris pourquoi on exposait des quadrilatères de ferraille, alors qu'ils vivaient dans la ferraille tous les jours ! Auparavant, Picasso ou les cubistes ont joué ce rôle. Une partie de ces gens très fortunés se présentent en mécènes des artistes contemporains, ce qui est socialement très classant.

Monique Pinçon-Charlot : Et surtout cela les *légitime*. La France a tout de même vécu la Révolution de 1789, connu beaucoup de soubresauts au XIXe siècle avec la Révolution de 1848, la Commune, puis au XXe siècle avec le Front populaire et Mai 68. Contrairement à ce qui se passe aux États-Unis, la grande richesse matérielle a besoin d'être légitimée par la culture. Ce milieu cumule les richesses sur le plan financier, culturel, social, et donc une richesse symbolique. C'est cette richesse symbolique - le nom, le château, la tenue du corps -, tout ce qui symbolise le fait que vous en êtes, que vous avez de la classe, qui légitime les privilèges les plus insensés et les plus arbitraires.

V. S. : *On a pu avoir le sentiment, ces dernières années, qu'une nouvelle bourgeoisie « à l'américaine » était précisément dissociée de la culture. Que les traders, par exemple, ne ressentent pas le besoin de légitimation. De même que ce « Président des riches » qui fait l'objet de votre dernier livre, et dont on ne peut prétendre qu'il soit un parangon de légitimité culturelle ! Pourtant, dans Les Ghettos du gotha, vous montrez à quel point les structures que l'on pourrait croire archaïques perdurent : les châteaux, les noms à particule, le patrimoine... Les riches ne sont donc pas si « nouveaux » que cela ?*

M. P. : Cela dépend. Dans les classements des fortunes professionnelles du magazine *Challenges*, ceux qui viennent en tête sont souvent des nouveaux venus : Pinault ou Arnault [1] ne sont pas à proprement parler des héritiers, la famille Bettencourt n'en est qu'à la deuxième génération... Il ne s'agit pas de vieilles familles. Ils ne possèdent pas tous un patrimoine de jouissance important : châteaux, oeuvres d'art... C'est la raison pour laquelle ce sont de grands familiers du marché de l'art et ils achètent considérablement. Leur patrimoine n'a pas été constitué par les générations antérieures. Les vieilles familles installées depuis un, deux ou trois siècles disposent d'un patrimoine culturel conséquent, habitent souvent des monuments historiques et ont chez eux beaucoup d'oeuvres d'art du patrimoine plus anciennes : des Canaletto, des Vermeer, des Boudin...

M. P.-C. : Nous l'explicitons dans notre livre sous-titré « *l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy* ». Il existe un nouveau groupe de parvenus - ou « tard-venus », comme le dirait Bourdieu - qui montrent patte blanche du côté culturel : Dassault, Lagardère, Bouygues. Ces nouveaux venus cherchent à entrer dans les ghettos du gotha par la culture et la dynastie. Mais ils marquent leur différence avec le « pour vivre heureux, vivons cachés » qui caractérisait la bourgeoisie de la Ve République jusqu'à Nicolas Sarkozy, où la collusion entre les forces d'argent et les forces du pouvoir étaient présentes mais invisibles. L'une des ruptures introduites par ce président a été précisément de donner une transparence au fonctionnement du pouvoir, de vendre la mèche. Parallèlement, cette oligarchie, dont il n'est que le porte-parole, a développé tout un travail sémantique pour mener une guerre psychologique. On est face à un brouillard idéologique où, par exemple, une caissière qui va trimer toute la journée puis doit s'occuper de ses enfants en rentrant est dans l'impossibilité de comprendre un message brouillé : on emploie le terme rupture pour parler de *régression*, on parle de « la France qui se lève tôt » pour mieux servir la France qui se couche tard... Il y a vraiment un changement dans le comportement de la classe dirigeante.

Jacques Livchine : Est-ce un signe de richesse que de fréquenter certaines vedettes ? Le Président des riches a précisément épousé une chanteuse ! Peut-on considérer que certains artistes font partie de l'oligarchie telle que vous la décrivez ?

M. P. : Certains en sont issus, comme Niki de Saint Phalle. Duchamp non plus n'était pas né dans la misère. Cette proximité est ancienne ; les écrivains, les artistes - du moins ceux qui sont déjà connus - sont invités à dîner. Nous-mêmes nous sommes rendu compte que nous servions parfois de faire valoir : nous inviter était une manière pour notre hôte de montrer son ouverture d'esprit et sa curiosité intellectuelle ! Ce qui a changé au XXe siècle, c'est l'engagement des artistes. Niki de Saint Phalle vivait avec Tinguely, qui n'avait pas tout à fait les mêmes origines sociales, et elle partageait ses idées, fort éloignées de celles de son milieu.

Il y a eu un glissement du monde culturel vers la gauche qui change les données par rapport à l'époque de Proust. Aujourd'hui, beaucoup d'artistes sont socialement critiques.

V. S. : L'image de la bourgeoisie a été longtemps associée à celle du béotien et au conservatisme vis-à-vis de toutes les expressions contemporaines. Est-ce aussi une ligne de clivage entre les « tard-venus » et les vieilles familles ? Est-ce du côté des nouveaux riches que l'on trouve une attention portée à l'art contemporain - sachant qu'il s'agit aussi pour eux d'un investissement financier ?

M. P.-C. : Oui, en effet. François Pinault se donne les moyens de contrôler la valeur des oeuvres qu'il achète, puisqu'il est le propriétaire de Christie's et un acteur essentiel du marché de l'art. Si l'impressionnisme a pu imposer

sa révolution dans la peinture, c'est grâce à des artistes grand-bourgeois : Édouard Manet a été le leader de sa reconnaissance. Je ne suis pas sûre que la fracture se situe entre « anciens » et « nouveaux ». Je me rappelle une petite-fille Wendel qui me disait : « Pour mes parents, l'art s'arrête au XVIIIe siècle. » En revanche, de vieilles familles d'origine juive ont su très vite repérer et placer leur argent dans des courants artistiques qui ont donné de grands artistes...

J. L. (goguenard) : Vous êtes en train de nous dire que les riches font avancer les arts ! Je suis prêt à le croire : dans ma région ouvrière à Montbéliard, il n'y a pas de snobs, et le public ouvrier est plutôt réfractaire aux formes nouvelles. Ça manque de snobs qui font les succès ! C'est terrible de se dire que c'est Louis XIV qui a fait progresser le théâtre...

V. S. : Pinault est une exception en France : une imitation de modèles étrangers, tels que Saatchi [2] en Angleterre. L'art contemporain en Grande-Bretagne vit surtout par des mécènes, des publicitaires qui savent investir et faire des plus-values financières... Je vois peu d'exemples comparables en France pour soutenir l'art contemporain, à l'exception de mécènes plus discrets comme Agnès b...

M. P.-C. : Il y a une concurrence très forte entre Bernard Arnault et François Pinault. LVMH apparaît parmi les soutiens de toutes les grandes expositions.

Nos travaux montrent qu'il faut changer de lunettes pour évoquer la classe dominante. Nous parlons d'individus, mais il faut situer le travail de François Pinault et son investissement dans l'art contemporain à l'intérieur d'une classe dans laquelle ce qui est important, c'est d'être le meilleur. Le premier dans le domaine de l'art comme dans celui de la politique, de l'économie ou de la finance. La seule exigence vis-à-vis des riches héritiers, c'est d'être dans l'excellence. Cette classe sociale fonctionne comme une bande des beaux quartiers. On parle toujours des bandes des quartiers défavorisés, mais le terme s'applique bien à une oligarchie qui a ses liens familiaux et qui se croise sans cesse, dans les beaux quartiers, dans les conseils d'administration, dans les cercles, à l'Opéra - je ne savais pas qu'il y existait encore des loges réservées, comme celle de Liliane Bettencourt ! Une classe mobilisée, qui sait être dans le partage ! Tout ce que fait François Pinault profite à l'ensemble du groupe. Toutes les dispositions du président profitent à l'ensemble de ses camarades de classe. Malgré la concurrence, la solidarité du groupe est essentielle.

V. S. : Vous qualifiez cette classe de « dernier refuge du collectivisme » !

M. P. : Les grands bourgeois mettent en commun leurs connaissances dans le milieu artistique et littéraire. De dîner en dîner, de réception en réception, on se retrouve environné d'oeuvres d'art, des porcelaines aux sculptures en bronze et aux tableaux ! C'est omniprésent et ça constitue un musée privé, peut-être le plus grand musée de France ! Il nous est arrivé de conduire des entretiens sous un Renoir et un Picasso...

M. P.-C. : En amont, c'est cette oligarchie qui tient le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, où figurent Michel-David Weill, Ernest-Antoine Seillière... Ça n'a rien de confidentiel ; il suffit de regarder sa composition sur internet pour se rendre compte que toute l'oligarchie dont nous parlons est présente. Et elle choisit les oeuvres à acquérir. Quand on entre au musée du Louvre, la liste des donateurs n'est faite que des Rothschild, des Wendel, des Arnault, des Pinault ! Marc Ladreit de Lacharrière, connu pour posséder une agence de notation [3] qui a spéculé sur la dette de la Grèce, est par ailleurs un très généreux donateur. Plusieurs salles du Louvre portent son nom.

V. S. : Cela pose la question des relations incestueuses entre le public et le privé. Nous avons encore en France un service public de la culture... Or, non seulement cette oligarchie joue un rôle décisif dans la politique des musées, mais, à vous lire, on se rend compte que l'argent public de la culture subventionne aussi en grande partie les monuments historiques où vit la grande bourgeoisie...

M. P. : Les aides apportées au patrimoine historique sont des aides à la pierre et non à la personne, un peu comme l'APL. Peu importe la richesse de celui qui possède le château : Pinault peut avoir droit aux aides d'État pour restaurer son château et aux déductions fiscales liées à son fonctionnement. C'est l'une des niches fiscales les plus juteuses. Vous pouvez posséder un grand domaine sans qu'il vous ruine en entretien.

M. P.-C. : Nous donnons un exemple amusant dans notre livre. Avec la crise, même certains députés UMP, comme Gilles Carrez [4], ont pris conscience de la dérive des déficits publics et ont osé, à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, limiter à 200 000 euros par an les déductions fiscales des monuments historiques habités et non ouverts au public - on pourrait trouver justifié que l'État les aide lorsqu'ils sont ouverts à la visite ! Le lobbying s'est mis à l'oeuvre et, dans la nuit du 23 au 24 décembre, cette disposition a été supprimée. Les propriétaires n'ont plus de plafond pour leurs déductions fiscales et paient parfois zéro impôt sur ce patrimoine !

J. L. : Nous parlons de l'investissement des riches dans la culture, mais notre président a été décrit comme « Président de l'inculture », avec notamment sa sortie sur La Princesse de Clèves ! Comment expliquez-vous cela ?

M.P.-C. : Chacun sait que le capitalisme a évolué vers un système néolibéral, où l'économie financiarisée et mondialisée est au coeur du système politique. Le champ politique perd son autonomie et devient un lieu au service des puissances de la finance à l'échelle mondiale. Le néolibéralisme abat tous les collectifs : la classe ouvrière avec la délocalisation des emplois, le collectif des classes moyennes intellectuelles auxquelles on ne demande que d'être des électrons libres dans un champ magnétique contrôlé par la classe dominante. Pour vous donner une idée de la bataille idéologique en cours, sur 900 sociologues en France, nous sommes deux à travailler sur la classe dominante !

Or, le dernier collectif à balayer, c'est l'État et la nation. C'est ce que nous sommes en train de vivre. Pour cela, il n'est pas nécessaire d'aller chercher quelqu'un qui ait fait les grandes écoles. Nicolas Sarkozy a été maire de Neuilly pendant vingt ans. Neuilly, c'est entre l'Élysée et La Défense, le monde des affaires et de la finance. Et c'est avec le développement de La Défense qu'il laissera son empreinte.

M. P. : L'autre dimension du « Président de l'inculture », c'est le rapport à la légitimité de sa position sociale. Nicolas Sarkozy était inconcevable à l'époque de De Gaulle ou de Mitterrand : il n'avait ni la stature culturelle ni la « présence » d'un président. Sa carrière a surgi avec le triomphe de la pensée unique, lorsqu'il y a eu une très forte dévalorisation de l'idée de socialisme, de l'État. L'argent n'avait plus à être justifié, et il n'avait pas besoin de faire ses preuves culturellement pour être à sa place.

M. P.-C. : Il l'a d'ailleurs prouvé en parlant d'« argent décomplexé » et de « droite décomplexée », ce qu'aucun autre président n'aurait pu dire : ce n'aurait pas été légitime. Il y a beaucoup d'influence anglo-saxonne dans son rapport à l'argent...

V. S. : À propos de cette inculture décomplexée, Barbara Cassin affirme que les humanités, considérées ces dernières décennies comme un vecteur de domination, sont en train de devenir un outil de résistance, comme le montre l'exemple de La Princesse de Clèves, dont les étudiants se réapproprient la lecture. La rejoignez-vous dans cette analyse ?

M. P.-C. : La culture « savante », celle de l'école et des universités, des musées, des ateliers d'artistes, est l'un des fondements de la domination dans *La Distinction* de Bourdieu. Mais pour un même niveau social, les groupes pourvus surtout de capital culturel et ceux pourvus surtout de capital économique, par exemple les professeurs de l'enseignement secondaire et les petits commerçants, se différencient nettement. Au sommet de la société, les agents sont très bien pourvus dans ces deux formes de capital. Mais les nouveaux enrichis peuvent disposer de fortunes importantes sans pour autant maîtriser la « culture cultivée » qui leur fait défaut.

La promotion sociale de Sarkozy, faisant fi des critères élitistes habituels, n'est possible qu'en raison d'une

dévaluation de la culture, parallèle à une valorisation sans précédent de la richesse matérielle. Surfant sur un air du temps où l'inculture n'est plus incompatible avec les plus hautes fonctions, il peut singer le parler supposé « populaire » en revendiquant sa distance envers la culture.

Cette inculture revendiquée est dangereuse. D'une part parce que la culture, même captée par les plus favorisés, conserve un contenu progressiste, républicain. Un gouvernement composé de porteurs de Rolex, espérant être un jour présentés à la princesse de Clèves, que l'on dit si jolie, fait courir un péril inquiétant sur les libertés. Quand il piétine consciencieusement des principes essentiels, comme celui qui refuse l'amalgame communautaire stigmatisant un groupe, les Roms par exemple, il flirte avec l'extrême droite. D'autre part parce que la survalorisation de la richesse matérielle est un facteur d'aggravation des menaces de conflits pour le partage des richesses, y compris au niveau international. Dans une telle conjoncture, la revendication de la place prééminente de la culture, par rapport à l'argent, est vraiment une forme de résistance, comme elle a pu l'être déjà à l'époque des Lumières ou à celle du nazisme.

V. S. : À travers l'exemple du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, cette oligarchie n'organise-t-elle pas une privatisation larvée des institutions culturelles, souvent d'ailleurs dénoncée par les personnels de musée, qui se sont insurgés contre les soirées privées des donateurs, ou la vente de la marque Louvre à Abu Dhabi ?

M. P.-C. : Certains cercles organisent des soirées privées au Louvre en dehors de tout public touristique ou populaire ; la famille Wendel a fêté le tricentenaire de sa naissance au musée d'Orsay en novembre 2004, avec trois salles d'expositions hagiographiques consacrées à la dynastie. Peu d'ouvriers apparaissaient sur les photos, mais ils étaient propres sur eux ! J'ai travaillé avec un immense collectionneur de peintures qui me racontait que le conservateur du Louvre venait dîner régulièrement chez lui. Ce flou entre le privé et le public passe par la sociabilité mondaine. Lorsque cet homme, ruiné, a dû vendre toute sa collection, cela s'est fait en douceur, sous forme de dation : le conservateur savait exactement ce qu'il allait préempter. Cela passe par des rapports quasi familiaux.

J. L. : (jouant au Candide) : Peut-on vraiment dire que les riches sont nuisibles ? Quand bien même on répartirait la fortune des Bettencourt entre tous les Français, cela ne ferait que 315 euros par personne ! [5]

M. P. : Passer au socialisme, ce n'est pas distribuer la richesse des grandes fortunes, mais c'est faire en sorte que le fonctionnement social ne soit plus orienté par leurs intérêts spécifiques. Aujourd'hui, les entreprises doivent afficher un taux de rentabilité à deux chiffres pour que les actions ne soient pas vendues. Cela engendre une pression pour que l'économie crée des profits de plus en plus importants, et cela entraîne des délocalisations. La logique économique n'est pas de travailler pour l'ensemble de la population, mais pour ceux qui sont déjà défavorisés.

M. P.-C. : Il y a énormément d'argent en France au sommet de la société, et de plus, rien que dans les paradis fiscaux, on estime à 100 milliards les euros mis à l'abri ! Il suffirait de rapatrier ces capitaux pour résoudre la question du trou de la Sécurité sociale et des déficits. Nous l'écrivons, et personne ne l'a contesté : les niches fiscales représentent 75 milliards d'euros !

Notre travail de sociologue est fondé sur des faits. Cela résonne tristement pour le peuple français, nous montrons une classe puissante, organisée, maligne, cultivée, mobilisée pour elle-même et contre les autres. Nous nous inquiétons : nos lecteurs allaient nous détester ! (*Rires*) Alors, nous avons écrit une dernière partie, « Que faire ? », où nous proposons de supprimer le cumul des mandats pour supprimer l'oligarchie politique. 57 % de la population active, ouvriers ou employés, n'est pas représentée, c'est un régime censitaire ! Nous demandons aussi la suppression du cumul des jetons de présence dans les administrations, qui peuvent aller jusqu'à huit : si vous êtes chez Total, vous ne pouvez être chez BNP Paribas ! Enfin, nous proposons la nationalisation des banques, ou qu'au moins on sépare la partie banque de dépôt de la gestion de fortune.

V. S. : Un argument est toujours opposé à ce type de mesures, avec un cynisme parfait : les riches, si on les

maltraite, iront voir ailleurs. C'est aussi l'argument avancé pour justifier les déductions fiscales sur les oeuvres d'art : sans ces incitations, les chefs-d'oeuvre partiraient à l'étranger et les châteaux seraient rachetés par les Américains ou les Japonais... En fait, vous montrez que les fortunes sont bien ancrées sur le territoire !

M. P.-C. : Le chantage à l'exil est réel, mais le résultat d'une autre politique en leur direction n'a jamais été démontré. Les exilés fiscaux ne sont pas rentrés ! Nous insérerons une proposition dans la prochaine édition du livre face aux dispositions prises récemment sur la déchéance de la nationalité française. Qu'elle s'applique à tous les exilés fiscaux, qui refusent de remplir un devoir de citoyen inscrit dans la Constitution !

J. L. : Mais avec le succès de ce livre, vous allez entrer dans le clan des riches ! (Rires)

V. S. : Vous avez cité, parmi les oligarques, ceux qui investissent massivement dans les médias (Bouygues, Lagardère) -médias que l'on peut désigner, pour nombre d'entre eux, comme des outils de colonisation des cerveaux disponibles ! Cette classe qui cherche à conquérir la légitimité culturelle se distingue par le cynisme avec lequel elle contribue à en priver le grand public. Pour elle, il ne faudrait surtout pas que cette distinction culturelle soit partagée !

M. P. : Effectivement. On ne peut pas dire que la grande bourgeoisie soit orientée vers une diffusion culturelle large. Il y a du cynisme dans cette société. Nous l'avons bien ressenti dans l'accueil fait à notre travail : lorsque nous parlons de ségrégation urbaine, d'ostracisme social, du fait qu'ils souhaitent se tenir à l'écart des autres catégories, ils sont tout à fait d'accord, tant que c'est dit poliment ! Ils reconnaissent - entre eux - qu'ils ont des privilèges et veulent les conserver. Et ils entendent se réserver l'accès à la culture !

V. S. : Claude Chabrol, qui vient de nous quitter, a été souvent décrit comme un peintre de la bourgeoisie française. Retrouvez-vous dans ses films vos constats et l'univers que vous explorez ?

M. P. : Nous avons eu la chance d'en discuter avec lui, pour un entretien destiné aux *Inrockuptibles*, à l'occasion de la sortie de son film, *La Fleur du mal*. La bourgeoisie qui peuple son oeuvre est différente de celle sur laquelle nous nous sommes penchés avec assiduité. Plutôt provinciale et plus familière du Rotary que des grands clubs parisiens, plus traditionnelle que celle du sommet, dont nous avons exploré les quartiers réservés. Nous aimions l'humour grinçant qu'il pratiquait envers ses bourgeois. Mais les positions de pouvoir, la fréquence des pratiques culturelles, la liberté des moeurs, l'importance des enjeux de la transmission, n'avaient pas de commune mesure. Nous aurions aimé collaborer sur un projet autour de cette grande bourgeoisie qu'il aurait croquée avec sa bonne humeur habituelle. Le projet en est resté là, dommage, car l'écriture de Chabrol aurait pu donner à voir ce qu'il est si difficile de faire passer par l'écrit.

Propos recueillis par Jacques Livchine et Valérie de Saint-Do

" Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, *Les Ghettos du gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Payot, 2009.

Paris, quinze promenades sociologiques, Paris, Payot, 2009.

Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy, Paris, La Découverte, 2010.

PS:



[1] Le groupe PPR (Pinault-Printemps-Redoute) qui possède entre autres, outre les enseignes citées dans sa raison sociale, la Fnac et Conforama. François Pinault, son fondateur, a créé au Palazzo Grassi à Venise sa fondation d'art contemporain et possède la prestigieuse maison de vente aux enchères Christie's. Il contrôle l'hebdomadaire Le Point. Bernard Arnault est le PDG du groupe LVMH (Louis Vuitton Moët Hennessy) qui possède plus de 50 marques de luxe et a racheté le quotidien économique Les Échos.

[2] Acquisée par Publicis en 2001, Saatchi & Saatchi est une grande agence de publicité fondée par les frères Saatchi en Angleterre, qui a fait la campagne de Margaret Thatcher. L'un des frères fondateurs, Charles Saatchi, est un collectionneur d'art qui a promu sur le marché des artistes tels que Damien Hirst.

[3] L'agence Fitch qui, en évaluant la solvabilité, dicte les politiques économiques.

[4] Gilles Carrez est le rapporteur général de la Commission des finances de l'Assemblée nationale depuis 2002. Il préside le Comité des finances locales et le Conseil d'orientation des finances publiques.

[5] Nous laissons à l'ami Livchine la responsabilité de ce savant calcul !